



## DÉCISION N° M\_DEC2602\_013

Jérôme DUBOST, Maire de la **Ville de MONTIVILLIERS**,

### VU :

- Le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.2122.22 ;
- La délibération n°2022.10/122 du Conseil Municipal du 10 octobre 2022, relative aux délégations accordées à Monsieur le Maire par le Conseil Municipal en application de l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- L'arrêté préfectoral du 15 octobre 2025 constatant la composition du conseil communautaire de la Communauté Urbaine Le Havre Seine Métropole ;
- Le recours gracieux déposé par la ville de Montivilliers le 15 décembre 2025 demandant l'annulation de l'arrêté du 15 octobre 2025 ;
- La décision de rejet du recours gracieux par Monsieur le Préfet en date du 16 décembre 2025 ;
- Le budget primitif 2026 ;

### CONSIDÉRANT :

- La nécessité pour la ville de Montivilliers de faire valoir et défendre ses intérêts auprès du Tribunal Administratif de Rouen
- Que la ville de Montivilliers souhaite solliciter un recours en annulation de l'arrêté préfectoral du 15 octobre 2025 constatant la composition du conseil communautaire de la Communauté Urbaine Le Havre Seine Métropole
- Que la ville a formulé un recours gracieux le 15 décembre 2025 demandant l'annulation de l'arrêté préfectoral du 15 octobre 2025 ;
- Que la ville de Montivilliers souhaite solliciter un recours en annulation de la décision de rejet du recours gracieux en date du 16 décembre 2025

### DÉCIDE :

**Article 1 :** d'ester en justice et de ce fait d'intenter au nom de la commune de Montivilliers toute action en justice devant le tribunal administratif de Rouen et tous ordres ou degrés de juridiction, en vue d'obtenir l'annulation de l'arrêté préfectoral du 15 octobre 2025 ainsi que de la décision de rejet du recours gracieux en date du 16 décembre 2025 ;

**Article 2 :** de désigner à cette fin, le cabinet de Maître Frédéric WEYL , sis 160 rue du Temple 75 003 Paris, pour représenter la commune de Montivilliers dans cette affaire ;

**Article 3 :** de conclure à cette fin la convention d'honoraires ;

**Article 4 :** d'autoriser Monsieur le Maire à signer tout document relatif à cette affaire ;

**Article 5 :** La Directrice Générale des Services est chargée de l'exécution de la présente décision qui sera :

- Publiée au recueil des actes de l'exécutif
- Transmise au contrôle de légalité et publiée sur le site internet de la ville de Montivilliers
- Ampliation adressée au Préfet de la Seine-Maritime et au Comptable de la collectivité

Envoyé en préfecture le 17/02/2026

Reçu en préfecture le 17/02/2026

Publié le 17/02/2026

ID : 076-217604479-20260217-M\_DEC2602\_013-AU

**webdelib**

Imputation budgétaire  
Exercice : 2026  
Sous-fonction 01 et rubriques : 112FI  
Nature et intitulé : 6227 Frais d'Actes et de Contentieux

A Montivilliers,

**Par délégation du Conseil Municipal,**

**Le Maire,  
Jérôme DUBOST**

